

**RAPPORT DE MONITORING DE PROTECTION
MAI 2021 /PLATEAU CENTRAL**



Figure 1: Photo juste avant une sensibilisation sur le thème de déni de ressource et violence psychologique avec I les femmes à Lelexé (commune de Zitenga)

I. Contexte/Points saillants

La région du Plateau central est une région d'accueil de PDI dont **16 570 PDI** à la date du 30 Avril 2021 selon les chiffres du **CONASUR**. Le Plateau central, paradoxalement à certaines régions limitrophes (centre-Nord, le Nord) connaît une stabilité sur le plan sécuritaire avec une fonctionnalité effective des services sociaux de base dans les trois provinces qu'elle compte.

Cette stabilité pourrait justifier l'accueil de nouvelles PDI dont **144 nouvelles PDI** signalés lors du monitoring et aussi le nombre faible d'incident de protection enregistré. Les PDIs en question ont été orientées vers le service de l'action sociale.

Il est à noter qu'au cours de la période, une rencontre d'échange a eu lieu avec les responsables de la **fédération nationale WEND YAM** en charge de la région du Plateau central. La **fédération nationale WEND YAM (une association locale)** mène des activités de prévention des VBG/PSS. Cette rencontre a permis de dégager une synergie d'action dans la mise en œuvre des différentes activités.

Néanmoins sur le plan de la réponse humanitaire, les attentes des personnes déplacées internes (PDI) sont toujours énormes allant des besoins alimentaires, l'accès à l'eau potable, aux abris sans oublier l'éducation, la santé jusqu'aux prises en charge psychosociale et psychologique. Cette situation

nécessite une attention particulière car les cas de déscolarisation des enfants, le travail des enfants (comme aide-ménagère ou commerçante ambulante), la fréquentation des sites d'orpaillages par les garçons, de VBG et de conflit intercommunautaire y sont liés. Certes INTERSONS apporte une réponse mais elle demeure insuffisante et limitée alors face à cette précarité une réponse doit être apportée pour limiter les risques de vulnérabilité.

II. ZONES COUVERTES DANS LA PERIODE SOUS RAPPORT

Au cours du mois de mai 2021, les activités du monitoring de protection ont été effectuées dans les trois provinces que compte la région du Plateau central.

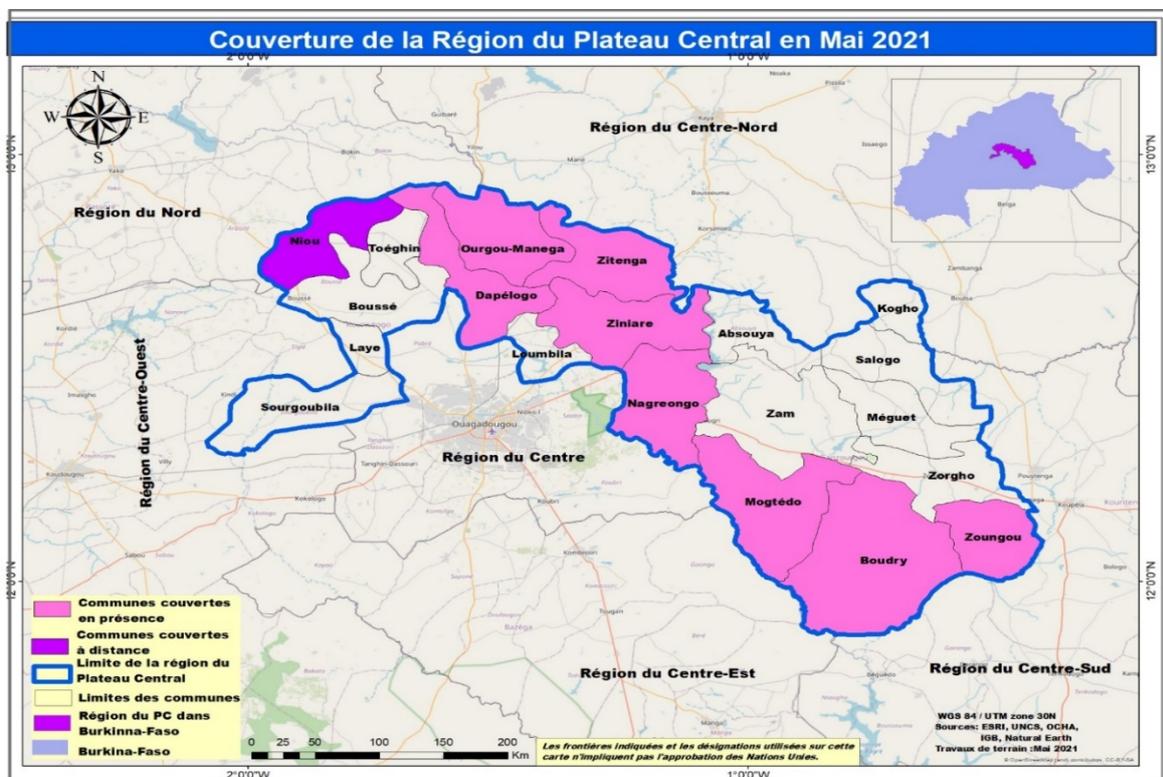
Au total, ce sont **09** communes qui ont été couvertes, il s'agit de :

- Province du Ganzourgou : communes de Boudry, Mogtédou, Zougou
- Province du Kourwéogo : commune de Niou
- Province d'Ouhritenga : communes de Dapélogo, Nagréongo, Ourgou-Manega, Ziniaré et Zitenga.

Des sorties sur le terrain sont effectuées dans le cadre du monitoring de protection et de la collecte dans le cadre du **projet 21** par les moniteurs de protection. En somme **25 sorties** collectives et individuelle par les équipes monitoring de protection du Plateau central à la date du 24/05/2021.

Au cours de ces activités de monitoring, aucune zone à risque sécuritaire n'a été identifiée dans le Plateau central. Toutes les localités sont accessibles en dépit de l'état défectueux des routes.

Tableau 1 : les zones couvertes lors monitoring de protection



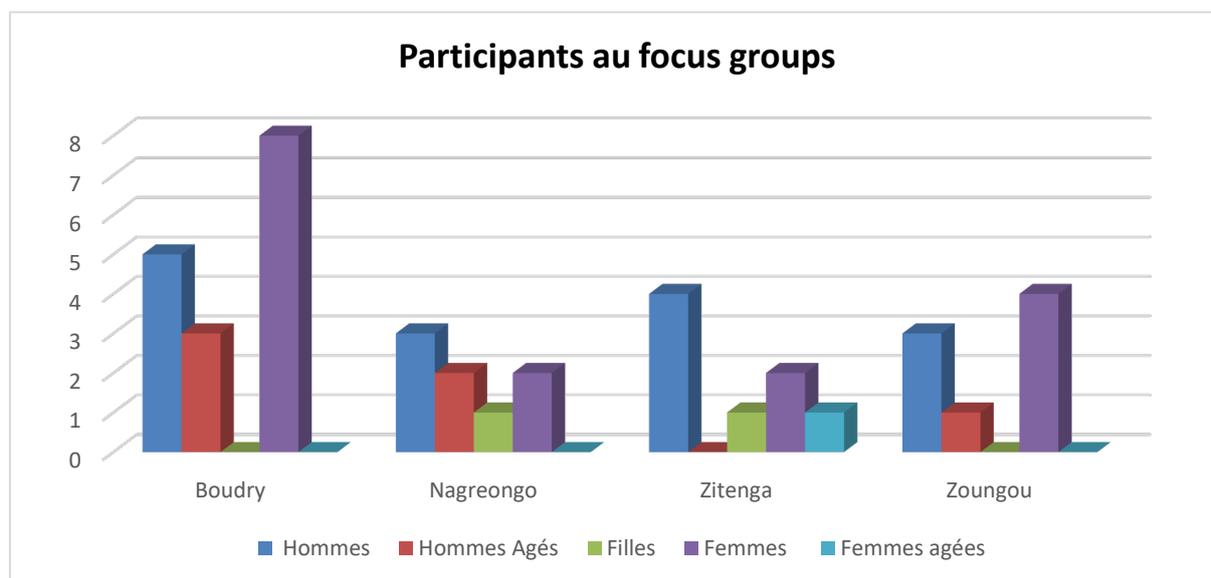
Au cours de ce mois de mai 2021, **27** entretiens de collectes de données dans le cadre du monitoring régional **P21** ont été réalisés. On note **05** entretiens de collecte pour l'indice de monitoring de

protection et **05** focus groups de discussions jumelé aux sensibilisations sur les gestes barrières à la COVID-19 ont été réalisés avec **40** personnes touchées, dont **17** hommes et **23** femmes, constituées majoritairement de PDI et les communautés hôtes. Les tableaux ci-dessous recapitulent les zones de réalisation de ces focus groupe ainsi que la situation désagrégée par commune et par sexe.

Tableau n° 2 : récapitulatif des zones de réalisation de focus groups

Province	Communes	Nombre de focus groupe	Villages
Oubritenga	Nagrengo	01	Nagrenkoudgo
	Zitenga	01	Léléxé
Ganzourgou	Boudry	01	Wayalghin V1
		01	Mankarga V7
	Zoungou	01	Kuilmasga

Graphique 3 : Récapitulatif des participants aux focus groups par commune et par sexe



Ces graphiques traduisent la représentativité des sexes par communes avec une forte participation des femmes à plus de la moitié des participants (23 participantes sur 40 au total). On a remarqué aussi une faible participation des femmes âgées par rapport aux hommes, cela serait dû la non-disponibilité de ces dernières. Il en est de même pour les enfants.

III. CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

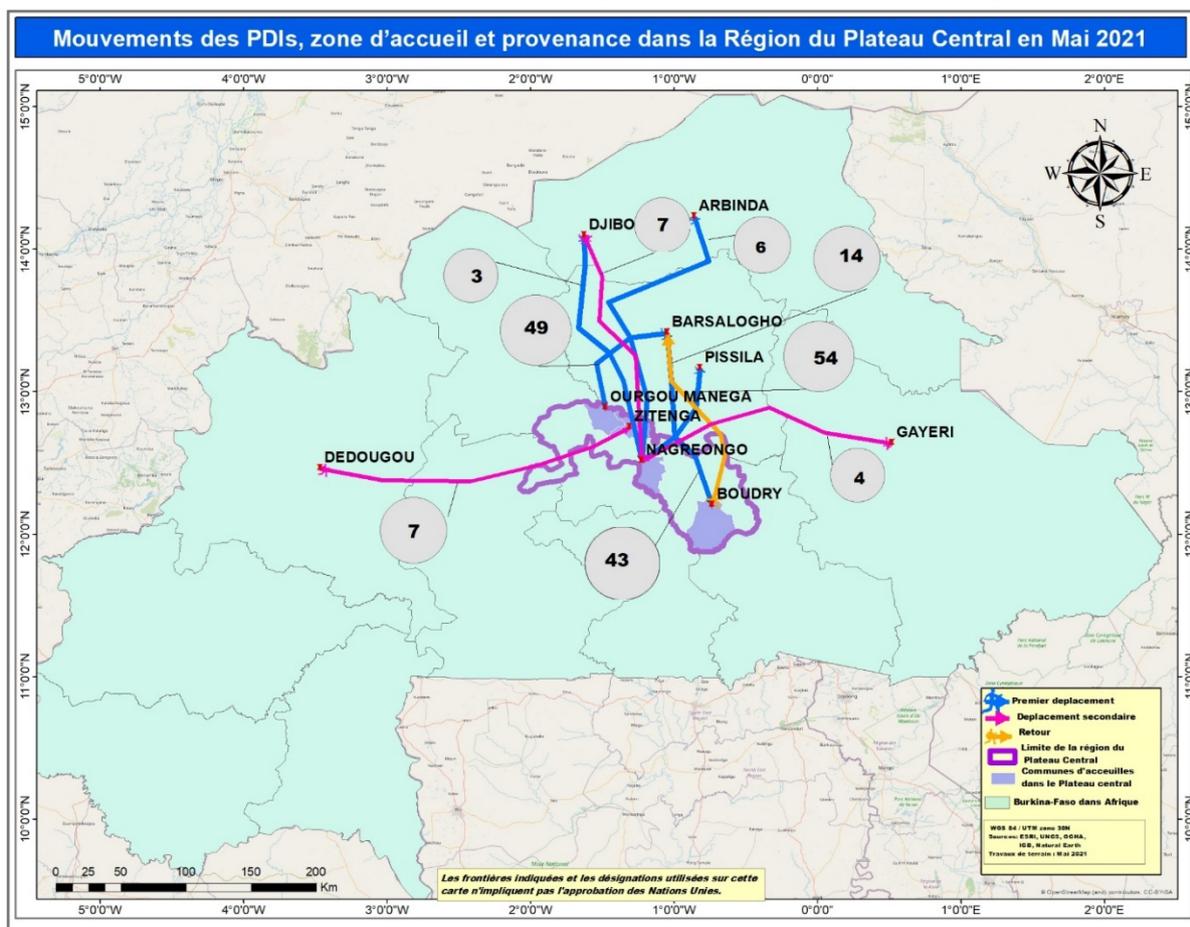
La région du Plateau central, caractérisée par sa stabilité sécuritaire a enregistré au cours de ce mois de mai 2021 des nouveaux déplacements des PDI. Au total **144** PDI ont effectué des mouvements vers le Plateau central en provenance de la région de la Boucle du Mouhoun, de l'Est, du Sahel et de la région du Centre-Nord et un mouvement de retour vers la région du Centre-Nord dont **43** PDI. Ces mouvements sont de trois types : des mouvements primaires, des mouvements secondaires et un mouvement de retour.

Les raisons de ces déplacements varient d'un type à un autres. Pour les mouvements primaires ce sont **130** PDI concernées et elles évoquent des raisons d'insécurité suite aux attaques meurtrières ou

soit à titre préventif suite aux intimidations des GANE. Alors que les mouvements secondaires, dont **14 PDI** concernés, s'inscrivent dans une dynamique de rejoindre certains membres de la famille, d'accéder aux terres cultivables à partir de la nouvelle zone d'accueil. Pour le mouvement de retour, il y'a **43 PDI** qui ont quitté le village de Wayalghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou) pour leur terre natale à Pissila dans commune de Barsalogo (Sanmatenga) car la situation sécuritaire s'est améliorée avec le renforcement de la présence des forces de défense et de sécurité.

Il faut noter que les **130 PDI** (ayant effectués leur premier déplacement) souhaitent intégrer dans leur communauté d'accueil au regard du traumatisme vécu dans la zone d'origine (aucun intérêt n'est manifesté pour un retour dans la zone d'origine).

Le tableau 04 : récapitule les mouvements par type ainsi que les localités d'origine et d'accueil :



En dépit de ces mouvements suscités, les PDI dans le plateau central font des mouvements vers d'autres horizons sur les sites d'orpaillage. Ces activités d'orpaillage sont exercées dans le but d'améliorer les conditions de vie des familles. Les destinations privilégiées sont les régions du Sud-ouest, les hauts-bassins, la Boucle du Mouhoun et d'autres pays tel que la Côte d'Ivoire, la Guinée. Une évaluation sur les activités orpaillages au Burkina permettrait de faire ressortir le nombre important de PDI sur ces sites. La réalité déplorable concerne les enfants qui abandonne le chemin de l'école pour se retrouver sur les sites d'orpaillages. A titre illustratif, lors des focus groupes de discussion à Mankarga V7 et Wayalghin V1 on a pu dénombrer **26** garçons qui vont sur les sites d'orpaillages à la recherche du métal jaune. Des actions de sensibilisations doivent être engagées pour amener l'éveil des consciences sur les inconvénients.

Ce type de mouvement n'est pas un mouvement pendulaire car il ne s'effectue pas entre la zone de départ et les sites d'orpaillages mais nécessite une attention particulière.

IV. PROBLEMES DE PROTECTION

- SITUATION SECURITAIRE - INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

La région du Plateau Central connaît une situation sécuritaire stable. Cela pourrait s'expliquer par le fait de sa position géographique (région logée pratiquement au centre du pays) et par la présence effective des FDS dans les trois provinces d'intervention. Également la présence des groupes d'auto-défense communément appelé Koglwéogo a été signalée dans les trois provinces du Plateau Central.

De façon générale les incidents sont liés aux conflits entre les agriculteurs et les éleveurs à l'image du dernier cas en décembre 2020 où un cas d'agression physique avait été enregistré dans le village de Wayalghin V1 dans la commune de Boudry (Ganzourgou). Cet incident était lié à un conflit entre agriculteur et éleveur pour une histoire d'animaux pris en flagrant délit entrain de consommer le fourrage initialement prévu pour les besoins de l'agriculteur. Alors des discussions houleuses, l'éleveur aurait assener d'un coup de machette l'agriculteur, le blessant grièvement à l'œil. L'affaire a été introduite auprès des autorités compétente (préfecture et commissariat de police) pour dire ce qui est de droit.

Lors du monitoring courant ce mois de Mai, il est ressorti qu'au mois de Février 2021 (Période hors revue) environ 200 PDI éleveurs ont quitté le village de Bouroum Boulsa avec leurs bétails dans la commune de Zitenga (Province d'Oubritenga) pour leur localité d'origine Bahn (commune de Bahn, Province Titao). Ce retour est causé par la récurrence des conflits entre les PDI éleveurs et les agriculteurs (communautés hôtes).

Signalons que cette nième situation dénote le risque d'un conflit intercommunautaire, pour lequel (risque) des activités de prévention et gestion des conflits doivent être renforcées.

- SGBV

Dans le cadre de la prévention et réponse aux VBG la réalisation des centres communautaires a été un acquis louable pour les PDI car ces espaces sûrs permettent aux femmes de s'exprimer sur les pratiques néfastes de VBG. Abordant les causes sans ignorer les conséquences, les participants aux causeries éducatives et aux activités psychosociales dans les centres communautaires proposent des solutions endogènes pour prévenir et répondre aux cas de VBG. Parmi les solutions soulignées, on note des sensibilisations auprès de leurs pairs d'une part et d'autre part en cas de VBG solliciter l'intervention de famille proche pour trouver un terrain d'entente. Si cette intervention n'aboutit pas, faire recours aux CVD et conseillers du village pour concilier les parties. Ce qui serait un atout, selon elles, pour éradiquer ces maux socio-culturels.

En effet **11** causeries éducatives ont été réalisées dans les centres communautaires de Ziniaré et Nagréongo afin de renforcer la dynamique de la dénonciation au sein des communautés ; Ces causeries ont porté sur les thèmes suivants : la violence psychologique et le déni de ressources. Ces causeries ont touché **100** personnes dont **35** hommes et **65** femmes qui ont manifesté leurs satisfactions pour de telles activités et profiter demander une assistance pour les différents besoins.

Au cours de la période, **02** activités psychosociales ont été réalisées dans le centre communautaire de Nagréongo notamment des jeux de société pour les enfants et une animation musicale pour les femmes et les hommes. Ces activités ont pu toucher **60** personnes dont **20** femmes, **10** hommes, **10** filles et **20** garçons. Ces activités ont permis aux PDI de saluer l'initiative et de se détendre.

Suite aux différentes causeries éducatives réalisées, un cas de déni de ressources a été enregistré dans la commune de Nagréongo.

La survivante est une mère de 07 enfants qui se retrouve abandonnée par son mari au profit de ses coépouses. Alors la survivante est privée de toutes ressources avec 07 enfants à sa charge. Un dossier est ouvert à cet effet par la Psychologue et une réponse sera apportée incessamment.

- **PROTECTION DE L'ENFANCE**

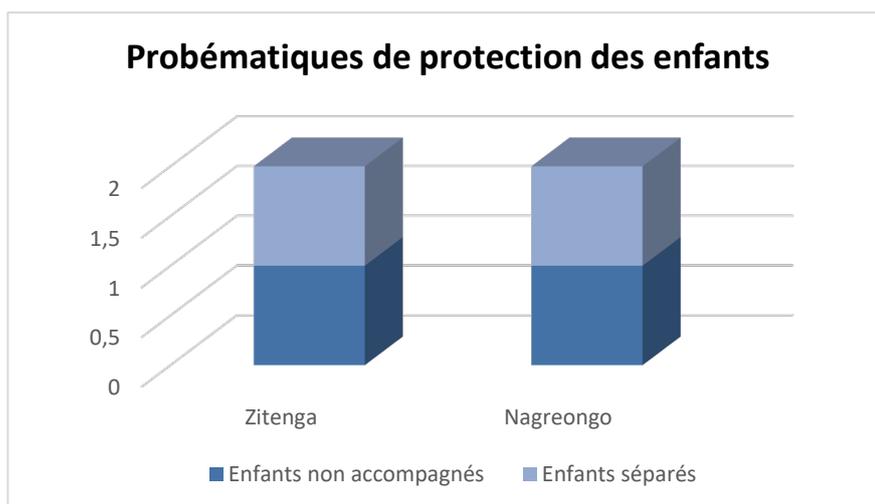
La situation des enfants dans la région du Plateau central demeure préoccupante vue les différents risques et violations constater lors du monitoring dans les **09** communes couvertes. Allant des cas de la déscolarisation, au travail des enfants sur les sites d'orpaillages, à l'exploitation économique des filles comme aide-ménagères dans les villes telles que Ouagadougou, Ziniaré, Zorgho, Boussé, Mogtêdo sans oublier les cas de séparations familiales, tels sont les typologies de violation des droits des enfants qui sont enregistrés dans les zones monitorer durant le mois de Mai 2021. Ces différentes violations s'expliquent d'une part pour des contraintes financières (Pauvreté extrême) que vivent les parents PDI afin d'apporter un revenu pour les charges du ménage ou encore la réduction des charges familiale et aussi au regard des pesanteurs socio-culturelles brimant les filles par exemple d'aller à l'école au profit des garçons.

Parlant de la déscolarisation des enfants le constat est amer au regard des raisons avancées par certains parents notamment le manque de ressources financière pour supporter les frais de scolarité et les fournitures, la distance à parcourir pour l'accéder à l'école la plus proche et surtout l'absence de cantine scolaire. A titre d'exemple à Mankarga V7, une dizaine d'enfants déscolarisés ont été identifiés lors du monitoring ; cette situation s'explique par le fait que l'école la plus proche est à 7KM et les parents sont dans l'incapacité de les amener quotidiennement à l'école. Cette situation demeure depuis novembre 2020.

La fréquentation des sites d'orpaillages par les enfants PDI est une pratique néfaste qui nécessite une attention particulière vue les risques de délinquance juvénile, la consommation de stupéfiant, de l'alcool, de déscolarisation. A titre d'école dans les villages de Mankarga V7 et Wayalghin V1, on a pu dénombrer lors du monitoring **26** garçons (âgés de moins de 18 ans) qui vont sur les sites d'orpaillages à la recherche du métal précieux dans les villages environnant Kuilmasga, Mankarga V7 et V8, Wayalghin V1 et V2.

En définitive, des actions de prévention et réponse notamment des sensibilisations, des appuis en AGR, des activités psychosociales aux profit des PDI doivent être menées ou renforcées afin de réduire ces risques auxquels les enfants sont confrontés.

Graphique 5 : problématiques des enfants séparés et non accompagnés



Ce graphique traduit la situation des enfants séparés et non accompagnés signalés lors des focus groupe de discussion dans les communes de Zitenga et Nagréongo. Une évaluation dans ces deux communes permettrait d'avoir une estimation du nombre et s'enquérir des conditions de vie de ces enfants vulnérables.

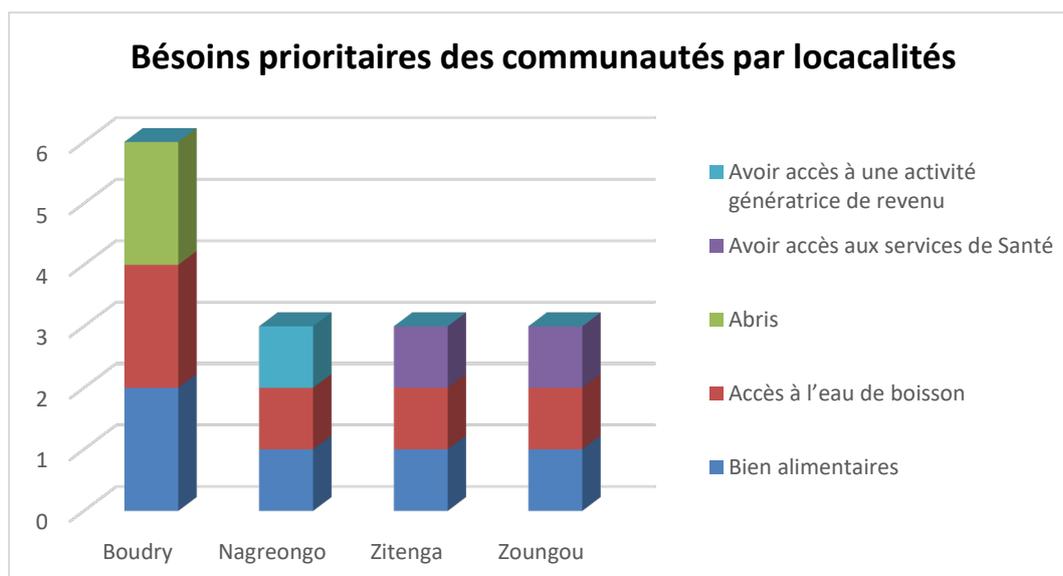
- **PROBLEMES SPECIFIQUES DE PROTECTION ET PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)**

Des **05** focus groupes faits on retient que les malades chroniques, les femmes chef de ménages, les filles de 13 à 17 ans, les personnes vivant avec handicapé, les femmes de 18 à 59 ans, les personnes âgées, les garçons de moins de 17 ans sont les groupes à risque. Ces risques s'expliquent par la distance à parcourir pour obtenir l'eau pour les femmes et les handicapés physiques, le manque de ressources financières pour acquérir certaines ressources vitales (l'alimentation, l'eau, la santé, l'hygiène) pour la majeure partie des groupes. Cette contrainte financière explique le fait que certains malades chroniques et personnes âgées n'arrivent pas à honorer leurs frais médicaux. Les garçons de 12 à 17 ans migrent vers les sites aurifères tout en abandonnant le chemin de l'école. Pour les filles de 12 à 17 ans le risque de déscolarisation est imminent surtout l'exploitation économique (aide-ménagère) dont elles font face.

Pour ce qui est de l'accessibilité aux services sociaux de base, la quasi-totalité des participants aux focus groupes y reconnaissent à part les coûts élevés d'accès et la distance à parcourir.

Au regard des conditions de vie précaire auxquels sont confrontés ces personnes besoins spécifique, INTERSOS a pu réaliser **43** Visites à domiciles (VAD) aux anciennes PBS assistées courant le dernier trimestre de l'année 2020, dont **16** hommes et **27** femmes. Ces VAD sont des moments de réconfort moral pour ces PBS et également s'enquérir des réalités au sein de leur ménages. Certes il y'a des motifs de satisfaction car certaines PBS ont pu assurer leurs frais médicaux, payer leur loyer et payer des vivres pour leurs ménages avec les montants de **30.000FCFA** ; Mais le constat triste est que ces mêmes PBS ont toujours besoins d'assistance et n'en parlons pas des autres PBS identifiées au sein des PDI qui n'ont pas bénéficié d'une assistance. Alors pour réduire les vulnérabilités et permettre une acceptation des activités de monitoring, il s'avère nécessaire qu'une assistance puisse être apportée aux PBS.

Graphique 6 : Les besoins prioritaires des PDI.



A la lecture des graphiques, nous constatons que la sécurité alimentaire secondé par l'accès à l'eau, demeure la préoccupation majeure pour toutes les PDI : cela interpelle les acteurs étatiques et les acteurs humanitaires à orienter des actions d'urgence pour alléger la situation des PDI.

- **ETAT DE DROIT**

La région du Plateau central connaît une stabilité sécuritaire avec un accès aux services sociaux de base : écoles, centres de santé, les mairies, préfectures, haut-commissariat... Dans toutes communes de la région, les services d'état civil sont fonctionnels d'autant plus que les Préfectures et Mairies le sont. Il en est de même pour la Justice à travers le Tribunal de Grande Instance de Ziniaré. Cependant, pour des questions de compétence territoriale, les PDI venant d'autres régions ne sont pas en mesure de se faire établir des actes de naissance à partir de leurs localités de déplacement. *Par exemple : Les PDI venant de Pissila (commune de Barsalogo) qui sont dans la commune de Boudry peuvent établir les actes de naissance de leurs enfants nés dans ladite commune mais ceux qui ont perdu leurs actes de naissance sont obligés de repartir dans leur commune d'origine.* A cet effet certains PDI des communes de Boudry et Zoungou ont pu établir des actes de naissances pour leurs enfants ce qui facilite l'accès à l'éducation.

La présence des FDS dans les différentes provinces ainsi que les contrôles réguliers sur les différents axes rassurent les PDI et les populations hôtes sur le plan sécuritaire. De ce fait, la libre circulation des personnes et des biens y est garantie dans toutes les communes de la région.

- **PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION**

L'approche communautaire occupe une place capitale dans la mise en œuvre du projet. A cet effet les points focaux et les comités de protection mis en place et formés en Décembre 2020 contribuent énormément dans la réalisation des activités et le relai des incidents.

Il faut noter que ces acteurs communautaires ont facilité les visites à domicile (VAD) aux **43** personnes à besoins spécifiques (PBS) assistées en cash courant le dernier trimestre de l'année 2020, à la réalisation de **05** focus groupes, à l'identification des **144 nouvelles PDI** arrivant dans le plateau central et signaler le retour de **43 PDI** dans leur localité d'origine.

- **COHESION SOCIALE**

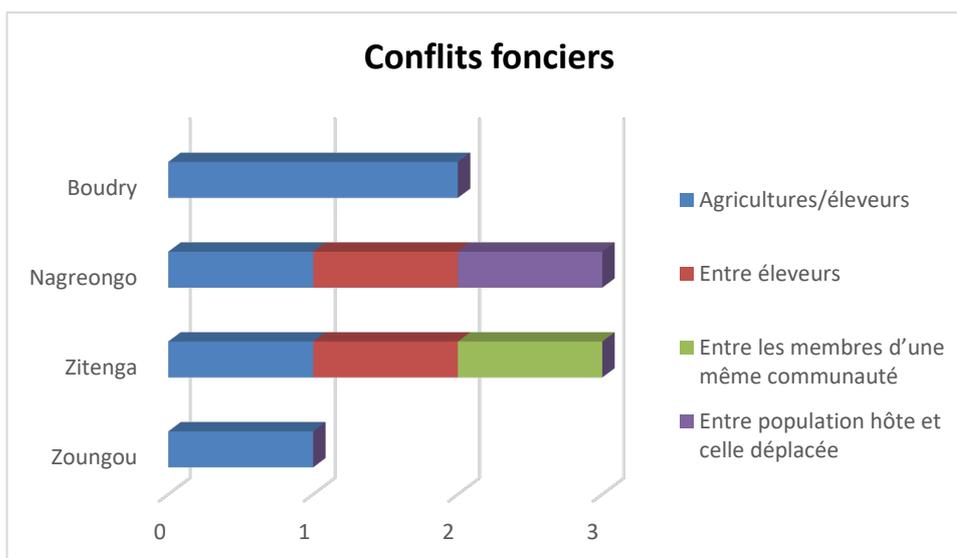
Sur la question de cohésion sociale, la quasi-totalité des participants aux focus groupe de discussion affirment que la triangulation communautés hôtes et les personnes déplacées internes, entre les communautés déplacées, la relation est bonne sauf quelques petites tensions mineures qui ne sont pas directement liées à la situation du déplacement mais plutôt à des tensions liées aux conflits entre les Eleveurs et agriculteurs au sein de la communauté hôte, entre les quartiers ou entre les membres d'une même familles autour des question de terre ou d'argent, de mariage etc. Ces tensions sont gérées à par des mécanismes communautaires et parfois par les juridictions compétentes en la matière.

En vue de renforcer cette cohésion sociale, des activités ont été mis en œuvre au cours du mois de mai pour l'implémentation de ce volet cohésion sociale et gestion de conflits dans le Plateau Central. Des rencontres ont eu lieu avec les différentes autorités notamment les préfets (des communes de Nagréongo, Ziniaré, Mogtédo), les hauts-commissaires (provinces d' Oubritenga, Ganzourgou) les directions provinciales en charge de l'action humanitaire, la direction régionale en charge de l'action humanitaire, le gouvernorat de de la région ainsi que les chefs religieux et coutumiers , les maires, les CVD dans les communes de Ziniaré et Nagréongo en vue de leur expliquer l'approche communautaire de la cohésion sociale et gestion de conflits. Au cours de ces rencontres l'équipe INTERSOS a obtenu le soutien renouvelé de ces autorités et leaders communautaires pour la réussite des activités de cohésion sociale.

D'autre part des actions de sensibilisation ont été effectuées à travers des causeries éducatives sur le thème de la cohésion sociale dans les centres communautaires de Ziniaré et Nagréongo. Il s'agit de **04** causeries réalisées au profit des PDI et communautés hôtes ; elles ont touché **32** personnes dont **16** femmes et **16** hommes. Ces causeries ont permis de toucher du doigt certaines problématiques de protection que vivent les PDI notamment la marginalisation du fait de l'appellation « PDI en langue mooré » certaines personnes les index comme des personnes de malheur, les moqueries dont les enfants PDI subissent de leurs camarades à l'école entraînent l'abandon ou la démotivation des enfants pour l'éducation, au niveau des points d'eau les femmes de la communauté hôte sont priorisées par rapport aux femmes PDI et même pour accéder aux maisons de location les PDI sont marginalisés. Ces PDI proposent d'une part un renforcement des activités de cohésion sociale et d'autre part la création d'un site aménagé pour les PDI afin d'alléger leur souffrance.

Au regarde de cette situation des actions de sensibilisations doivent être renforcées et un plaidoyer auprès des autorités et des acteurs humanitaires pour une réponse aux différents besoins (alimentation, logement, santé, l'éducation, ...)

Graphique 7 : les conflits fonciers dans les différentes communes et leur fréquence



V. SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

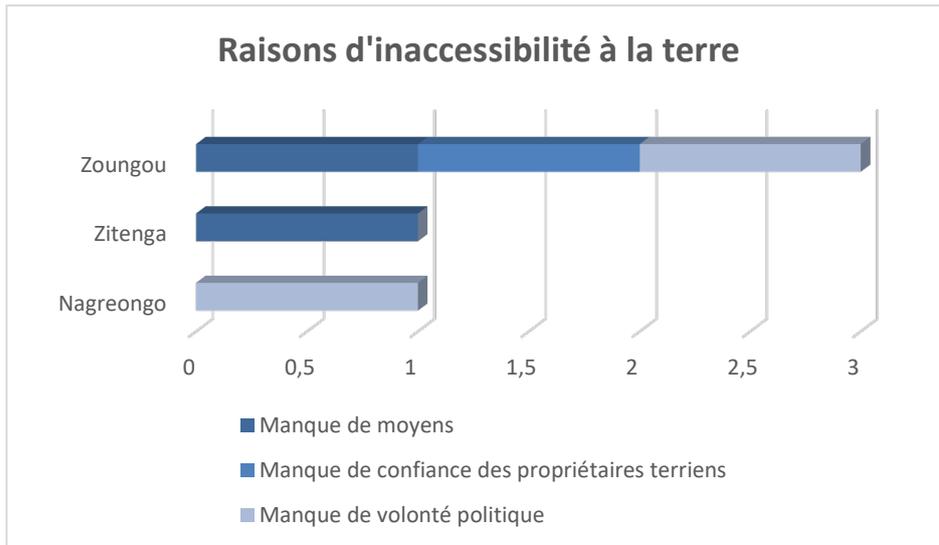
La question de logement demeure une préoccupation majeure pour certaines PDI notamment ceux qui sont dans les communes urbaines telles que Ziniaré où les loyers varient de 5.000f à 25.000f. Cette situation entraîne une promiscuité au sein des ménages et par conséquent favorise les VBG, le non-respect des mesures barrières à la COVID-19. Pour ce qui est des communes rurales, telles que Nagréongo la situation de logement est l'épineuse question qui tarote les esprits surtout à l'approche de la saison hivernale car les tentes (usés avec l'effet du soleil) ne résisteront pas aux vents ni tempêtes. Alors des actions concrètes doivent être engagées pour atténuer ou arrêter le risque de vulnérabilité qui se profile avec la saison des pluies.

La difficulté majeure pour les PDI est liée à l'accès aux terres pour l'agriculture car la communauté hôte n'en dispose pas assez et certaines PDI qui avait reçu au départ quelques lopins de terres se sont vue retirer le don initialement fait. C'est la réalité exprimée lors des focus groupes dans les communes de Nagréongo et Dapélogo où plus d'une centaine de PDI ont vu leur don (lopins de terre) retiré. Cette situation affecte la cohésion sociale et aggrave la sécurité alimentaire des PDI.

Notons qu'une minorité de PDI arrivent à acquérir les terres au regard des conditions financières précaires.

Un plaidoyer auprès des autorités étatiques afin de régler les prix et atténuer les problèmes d'accès pour les PDI, serait une issue palliative.

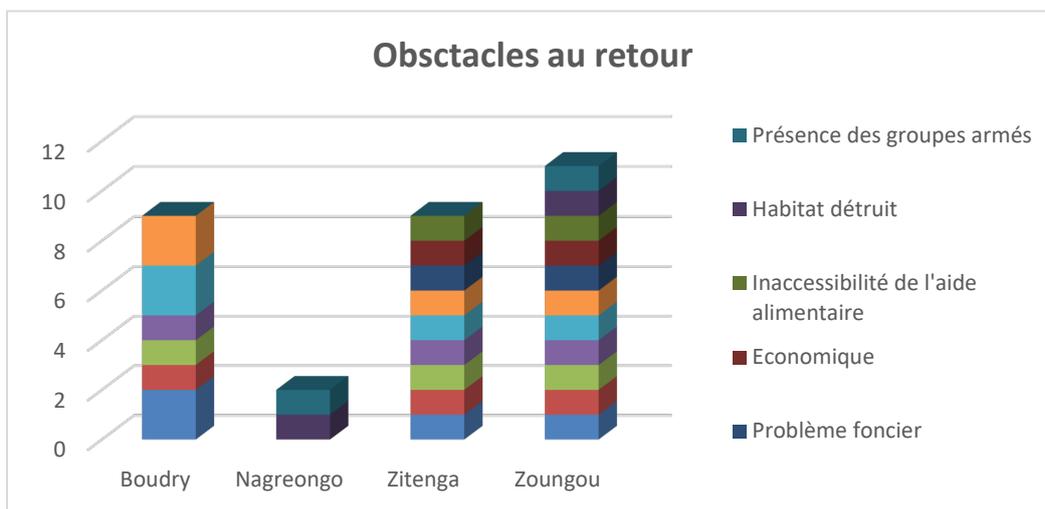
Graphique 8 : Les raisons d'inaccessibilité à la terre selon les participants aux focus groupes



VI. SOLUTIONS DURABLES

Au cours des **05** focus groupes d'échanges avec les PDI, deux tendances ressortent notamment une majorité des participants (03 focus groupes) qui envisagent une intégration locale à l'image des PDI nouvellement arrivées dans le Plateau central et une minorité des PDI (02 focus groupes) qui exprime toujours la nostalgie de leur localité d'origine. Les raisons pour les partisans de l'intégration locale, s'expliquent par la sécurité qui règne et la crainte de revivre les mêmes affres dans la localité d'origine.

Graphique 9 : Les obstacles au retour des PDI



La minorité qui exprime le désir de rejoindre leurs localités d'origine, exigent des conditions préalables pour tout retour dans leur localité d'origine:

- -Un retour de la paix
- -une présence des agents étatiques et des FDS
- -la construction des habitats détruits
- -la présence des services sociaux de base

- -un appui financier.

VII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

Au cours de la période des rencontres ont été réalisées avec les services techniques de l'Etat en charge des PDI dans le Plateau Central et avec un acteur humanitaire (**Fédération WEND YAM**). Il s'agit des échanges avec les directions provinciales (DP) et direction régionale (DR) en charge de l'action humanitaire, des Hauts-commissaires de la province d'Oubritenga et du Ganzourgou et des services sociaux des mairies de Ziniaré, Zorgho, Mogtédo Nagréongo un debriefing sur les réalisations et les perspectives pour les trois volets (Monitoring de Protection, Cohésion sociale, VBG/PSS). Ces rencontres ont permis aux acteurs techniques de renouvelées leurs accompagnements à l'atteinte des objectifs d'INTEROSOS pour la région du Plateau Central.

Il est à noter qu'au cours de la période, une rencontre a eu lieu avec la **fédération nationale WEND YAM** qui intervient dans la commune de Nagréongo (la province d'Oubritenga) sur le volet VBG/PSS au profit des PDI et communautés hôtes. La fédération œuvre spécifiquement à la prévention des VBG à travers des activités de renforcement de capacités, des sensibilisations, des causeries éducatives sur les thématiques de VBG.

L'équipe INTEROSOS dans le Plateau Central a pris part aux différentes rencontres de coordination en ligne courant le mois de Mai. On note une participation d'une part à la formation en ligne sur le Projet 21 au profit des moniteurs de la région et d'autre part à la réunion périodique des partenaires de monitoring de protection ayant détaillé les critères de PBS et le type assistance.

VIII. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES

RECOMMANDATIONS GENERALES (dans quel domaine, pour quelle localité et à quelle entité)

Rapport	Region	Province	Localite (si applicable)	Recommandations	Point focal	Etat d'implem- ntation	Commenta ires
Rapport monitoring de protection mois de Mai/INTEROS	Plateau central	Oubritenga	Nagreongo	Réalisation des abris au profit des PDI sur ce site	Sous cluster Abris (HCR)	Non réalisé	Très urgent
Rapport monitoring de protection mois de Mai/INTEROS	Plateau central	Oubritenga	Nagreongo	Construction de latrines pour les PDI de ce site	WASH(HCR)	Non réalisé	urgent
Rapport monitoring de protection	Plateau central	Oubritenga	Nagreongo	Distribution de vivres au profit des PDI de ce site	Sous cluster sécurité alimentaire (HCR)	Non réalisé	urgent

mois de Mai/INTERS OS							
Rapport monitoring de protection mois de Mai/INTERS OS	Plateau central	Ganzourgou	Zoungou et Boudry	Distribution de vivres pour les PDI dans ces communes	Sous cluster sécurité alimentaire(HCR)	Non réalisé	Urgent
Rapport monitoring de protection mois de Mai/INTERS OS	Plateau central	Ganzourgou	Zoungou et Boudry	Realisation de forage pour les PDI dans ces deux communes	Wash(HCR)	Non réalisé	Urgent
Rapport monitoring de protection mois de Mai/INTERS OS	Plateau central	Ganzourgou et Oubritenga	Nagreongo , Boudry, Zoungou, Zitenga, Ziniaré, Mogtedo, Dapeogo	Assistances aux PBS dans ces communes	Sous cluster protection (HCR)	Non réalisé	Urgent